

## L'apport des monographies à l'étude du socialisme français

**Frédéric Sawicki**

Centre de recherches politiques, administratives et sociales  
(ESA CNRS 8026 - Université Lille 2)

L'examen du corpus de travaux universitaires consacrés au socialisme français produit une impression curieuse, celle d'une assez grande étanchéité entre d'un côté une multitude de monographies locales (municipales et départementales pour l'essentiel) et sectorielles (sur les intellectuels<sup>1</sup>, les jeunes<sup>2</sup>, les militants<sup>3</sup>, les élus<sup>4</sup>...) et, de l'autre, quelques grandes synthèses qui généralement les ignorent ou en font un usage parcimonieux<sup>5</sup>. L'histoire du socialisme français que narrent ces dernières est d'abord nationale et idéologique : le récit y est construit autour des scissions de l'histoire politique hexagonale (les élections d'alternance, les guerres mondiales, les changements de régime, les grandes crises sociales) et ses protagonistes sont soit des dirigeants nationaux, soit des collectifs abstraits et totalisants (la classe ouvrière, le syndicalisme, les nouvelles classes moyennes, les électeurs...). La question de la conquête du pouvoir d'État y guidant l'intrigue, les grandes luttes programmatiques et/ou idéologiques et leur incarnation par les figures les plus connues du parti (Guesde, Jaurès, Faure, Blum, Mollet... Rocard, Chevènement, Mitterrand...), les scissions, les rapports avec les partis rivaux et les

---

1. PROCHASSON (Ch.), *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993 et CHARLE (Ch.), " Les normaliens et le socialisme (1867-1914) ", in REBERIOUX (M.), CANDAR (G.), eds, *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, p. 133-168.

2. COHEN (Y.), *Les jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1994.

3. REY (H.), SUBILEAU (F.), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 1991.

4. Outre les communications à cette journée, cf. WAHL (A.), " Les députés SFIO de 1924 à 1940 : essai de sociologie ", *Le Mouvement social*, 106, janvier-mars 1979, p. 25-44.

5. Cf. notamment LIGOU (D.), *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, PUF, 1962 ; TOUCHARD (J.), *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, 1977 ; PORTELLI (H.), *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, PUF, 1980 ; BELL (D. S.), CRIDDLE (B.), *The French Socialist Party. Resurgence and Victory*, Oxford, Clarendon Press, 1984 ; BRUNET (J.-P.), *Histoire du socialisme en France (de 1871 à nos jours)*, Paris, PUF, " Que sais-je ? ", 1989 ; BERGOUNIOUX (A.), GRUNBERG (G.), *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.

indicateurs nationaux d'influence partisane (électorat, niveau d'adhésion) sont logiquement privilégiés.

### **Monographies exemplifiantes, monographies totalisantes**

Les monographies quant à elles ressortissent de deux modèles opposés que je baptiserai en première approximation : monographies exemplifiantes et monographies totalisantes. Je précise que je m'en tiendrai ici, afin d'éviter d'alourdir mon propos et de respecter la répartition des thèmes définie au cours de cette journée, à une définition territoriale de la monographie, même si je pense que mes remarques peuvent *ceteris paribus* s'appliquer à d'autres types de monographies, particulièrement aux biographies, mais aussi à tout ce que les spécialistes des sciences sociales américains nomment *case studies* (études de cas) par opposition aux analyses comparatives et quantitatives<sup>6</sup>.

Le premier modèle de monographie territoriale se spécifie par le souci principal d'illustrer ou d'exemplifier des tendances générales : la partie y vaut en quelque sorte pour le tout ou une partie du tout comme lorsque, par exemple, Tony Judt étudie le Var comme emblématique d'autres zones rurales afin de comprendre : “ Pourquoi la gauche marxiste s'est implantée avec autant de succès et si durablement dans les régions rurales du pays ? ”<sup>7</sup>. C'est aussi cette démarche qu'adoptent ici d'une part Thierry Hohl, dans son étude sur les socialistes icaunais dans laquelle il essaie de saisir les retombées du congrès de Tours dans une fédération sans importance et dans un département où ceux qui ont rejoint la SFIC ont été archi-majoritaires, et d'autre part Robert Mencherini, dans sa description des luttes internes entre socialistes et communistes dans la CGT marseillaise de l'immédiat après-guerre<sup>8</sup>. Les hypothèses, les catégories et les questionnements qui

---

6. Les lecteurs intéressés par ce point, pourront se reporter à mon article “ Les politistes et le microscope ”, in BACHIR (M.), ed., *La méthode en actes*, Paris, PUF, CURAPP, 1999 (à paraître).

7. JUDT (T.), *Socialism in Provence 1871-1914. A Study in the Origins of the Modern French Left*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. X.

8. HOHL (T.), “ La reconstruction de la fédération de l'Yonne (1921-1927) ” et MENCHERINI (R.), “ Parti socialiste et syndicalisme à Marseille de la Libération au début des années cinquante ”.

conduisent la recherche sont dans ce cas de figure largement indépendants du terrain considéré, ce dernier étant défini soit comme un “ modèle réduit ”<sup>9</sup>, soit comme un “ type ”. En règle générale, ces recherches s’intéressent principalement aux stratégies électorales et partisans et aux effets locaux d’une histoire globale, nationale ou internationale, supposée univoque.

À l’opposé, on peut distinguer un second modèle où l’attention se focalise prioritairement sur la spécificité du terrain quitte bien sûr à ce que, dans un second temps, les résultats de la recherche servent à amender ou à remettre en cause certaines explications générales fondées notamment sur la statistique ou la comparaison rapide de différentes situations. La thèse de troisième cycle de Claude Pannetier sur le socialisme dans le Cher en fournit une bonne illustration<sup>10</sup>. L’auteur s’y demande pourquoi le communisme s’est si vite et fortement développé dans ce département très rural. Il construit sa réponse pour l’essentiel sur une étude des conditions socio-économiques de ce territoire et de l’histoire de ses luttes sociales. *In fine* son analyse l’amène à relativiser les explications macrosociologiques ou macropolitiques avancées pour expliquer la scission de Tours. D’autres, et je pense principalement à la thèse d’État de Jacques Girault sur les Varois et le socialisme<sup>11</sup>, vont plus loin encore dans la mise en lumière de l’épaisseur propre de la culture politique locale, en l’occurrence de la culture rouge, ce mélange si original de républicanisme et de radicalité véhiculée sous la forme de pratiques et de représentations par les coopératives, les cercles et les loges maçonniques provençales. Si rien n’interdit de prendre appui sur cette recherche pour comprendre les formes spécifiques d’organisation prises par le socialisme dans le sud de la France et notamment la lenteur avec laquelle la SFIO s’y est clairement autonomisée par rapport à d’autres formes de groupements politiques, le fil conducteur n’est pas d’abord celui-là.

---

9. Cf. par exemple DERVILLE (J.), “La fédération socialiste de l’Isère depuis 1969. Contribution à l’étude de l’évolution du Parti socialiste”, *Revue française de science politique*, XXVI (3), 1976, p. 568-599.

10. PENNETIER (C.), *Le socialisme dans le Cher. 1851-1921*, La Charité et Paris, Éditions Delayance / Éditions de la MSH, 1982. On aurait également pu citer : SAGNES (J.), *Le mouvement ouvrier du Languedoc. Syndicalistes et socialistes de l’Hérault de la fondation des bourses du travail à la naissance du Parti communiste*, Toulouse, Privat, 1980, ainsi que sa thèse de doctorat, *Politique et syndicalisme en Languedoc. L’Hérault pendant l’entre-deux guerres*, Montpellier, Université Paul Valéry, 1986.

L'objectif des monographies intensives ou totalisantes est généralement de dépasser les explications générales qui ne rendent pas compte des aspérités du terrain, de la dynamique propre des configurations locales entendues comme un enchevêtrement *nécessairement* singulier de conditions socio-économiques et de pratiques sociales et politiques. Pour elles, il n'y a pas deux sites identiques, même s'il y a des sites analogues. Ce souci de respecter les aspérités du terrain se traduit par l'adoption d'une méthode à la fois régressive et sociétale. Ce n'est pas par hasard si la notion d'implantation y est d'ailleurs mise en avant, car il s'agit bien de comprendre la permanence locale d'une domination politique, d'un "enracinement", en se référant à la longue durée — ce qui n'exclut nullement la prise en compte des effets de certains événements structurants — et au contexte socio-économique.

Cette démarche a été pour l'instant surtout mise en œuvre pour étudier le communisme français. Elle a abouti à considérablement modifier l'image monolithique, notamment sur le plan organisationnel, véhiculée longtemps sur le parti<sup>12</sup> mais aussi par le parti. Des travaux comme ceux d'Annie Fourcaut ou Jean-Noël Rétière, pour n'en citer que deux, ont ainsi montré tout ce que le développement du PCF mais aussi sa perpétuation en un site donné doivent à une histoire propre (les mobilisations des mal-logés à Bobigny, les luttes sociales à l'arsenal de Lorient), à des formes de sociabilité singulières et à l'action quotidienne, concurremment concrète et symbolique, menée par les élus et les militants<sup>13</sup>.

Bien sûr, en pratique, la plupart des recherches naviguent entre les deux modèles de monographies distingués. Beaucoup s'attachent en effet à déceler les logiques locales et les logiques plus générales qui s'entrecroisent en un site donné et s'interrogent sur la manière

---

11. GIRAULT (J.), *Le Var rouge. Les Varois et le socialisme de la fin de la Première Guerre mondiale au milieu des années 1930*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1995.

12. Je pense ici principalement au livre influent d'A. KRIEGEL, *Les communistes : essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil, 1970 (1ère éd. 1968). Une nouvelle version de cet ouvrage, en collaboration avec G. BOURGEOIS, a été publiée en 1985, sous le titre *Les communistes français dans le premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Seuil, coll. "L'univers historique".

dont des événements extérieurs rejaillissent sur le contexte local. Le temps de l'histoire purement régionaliste semble révolu, du moins dans l'univers académique ; à l'inverse, il n'est guère de monographies exemplifiantes qui ignorent totalement la dynamique du contexte local qui finit toujours par apparaître soit sous la forme du rôle de certaines personnalités singulières, soit sous la forme de la prise en compte des effets " configurationnels ".

Autrement dit, c'est moins la monographie que *l'analyse localisée* qui semble aujourd'hui prépondérante, si, à la suite de l'ethnologue Christian Bromberger, on définit la première comme celle dont le terrain est considéré comme l'objet de la recherche et la seconde comme celle qui considère le terrain comme un simple cadre d'investigation<sup>14</sup>. Guère plus personne à l'heure actuelle ne rêve d'inventorier les lieux ou de " départementaliser l'histoire de France " comme le craignait jadis Jacques Rougerie<sup>15</sup> ; un nombre croissant de chercheurs recourant à la monographie s'efforcent au contraire d'appréhender le local comme une configuration originale d'éléments de divers ordres renvoyant à diverses échelles afin de mieux comprendre un certain nombre de processus généraux<sup>16</sup>, tels que, par exemple, l'inégal succès d'implantation d'une force politique malgré des conditions socio-économiques analogues, l'articulation des identités politiques indigènes et exogènes, l'intrication du politique et du social, les formes quotidiennes ou ordinaires de mobilisation...

### **Apports et limites des monographies totalisantes ou que reste-t-il " du " Parti socialiste ?**

---

13. FOURCAUT (A.), *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les Éditions Ouvrières/Presses de la FNSP, 1986 ; RETIERE (J.-N.), *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.

14. BROMBERGER (C.), " Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France ", in CHIVA (I.), JEGGLE (U.) (eds), *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Éditions de la MSH, 1987, p. 67-94.

15. ROUGERIE (J.), " Faut-il départementaliser l'histoire de France ? ", *Annales ESC*, XXI (1), 1966, p. 178-193.

16. Cette tendance n'est évidemment pas propre à l'étude des organisations politiques. Pour plus de détails on se reportera à BRIQUET (J.-L.), SAWICKI (F.), " L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? ", *Politix*, 7/8, 1989, p. 6-16 et à SAWICKI (F.), " Les politistes et le microscope ", art. cit.

La différence entre les deux modèles ou plutôt les deux types d'analyse localisée n'en demeure pas moins, même si elle est plus une différence de degré que de nature : là où les monographies illustratives ou exemplifiantes privilégient les chronologies nationales, les organisations formelles, les temps officiels que sont les élections ou les congrès, et appréhendent ce faisant la politique comme un champ fortement autonomisé ; les monographies en profondeur ou totalisantes sont plus attentives aux réseaux militants, à l'intrication du politique et du social, aux effets des politiques locales menées<sup>17</sup> ou encore aux temporalités propres de l'histoire locale. Elles s'apparentent en cela davantage à l'anthropologie qu'à la science ou à l'histoire politiques traditionnelles<sup>18</sup>. Un de leurs points forts est d'éviter de prendre pour acquis ce qui est un construit souvent fragile, à commencer par l'organisation partisane elle-même.

“Compter le nombre de cellules et de militants n'est pas la meilleure façon d'expliquer ce qu'est le Parti”, remarquait déjà Jacques Girault dans son introduction à l'ouvrage qui, à bien des égards, marque un tournant dans l'historiographie du communisme<sup>19</sup> et constitue un prélude lointain à la table-ronde d'aujourd'hui. Le Parti en effet, localement, est souvent une entité floue, à l'existence bien fragile ou, en tout cas, au contenu bien différent de ce que projettent les statuts ou l'image qu'en ont ou qu'en donnent ses leaders. Les relations avec les syndicats ou les associations, par exemple, si ritualisées voire si distantes à Paris devant les médias nationaux ou dans les réunions officielles, sont localement beaucoup plus complices, surtout quand les militants sont peu nombreux et souvent contraints d'occuper les mêmes rôles ou d'y alterner. De même, dans

---

17. Cf. le travail pionnier de J.-P. BRUNET : *Saint-Denis, la ville rouge, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980 et *Un demi-siècle d'action municipale à Saint-Denis la Rouge. 1890-1939*, Paris, Éditions Cujas, 1981, ainsi que la communication très informée de J.-P. BESSE à cette table-ronde : “Élus et municipalités socialistes du bassin creillois (1919-1939) : Forces et faiblesse d'un bastion”. Voir aussi BLEITRACH (D.), LOJKINE (J.), OARY (E.), DELACROIX (R.), MAHIEU (C.), *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Paris, Éditions sociales, 1981.

18. Les politistes et les historiens du socialisme auraient ici tout à gagner à s'inspirer des travaux de M. ABÉLÈS (*Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989) ou Y. POURCHER (*Les maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, O. Urban, 1987).

19. GIRAULT (J.), dir., *Sur l'implantation du PCF dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 12.

les municipalités à dominante socialiste, les frontières entre l'appareil municipal et la section sont souvent difficiles à distinguer. C'est précisément pour mieux cerner ce caractère mouvant du parti — qui n'est en rien l'apanage du socialisme — que j'ai proposé le concept de “ milieu partisan ” et recouru à une analyse en termes de réseau dans mon étude du socialisme dans trois départements français<sup>20</sup>. En effet, le recrutement des militants et des dirigeants, les groupes mobilisables dans les conjonctures électorales, les symboles mis en avant ne sont selon moi pleinement compréhensibles qu'une fois repérées les frontières du milieu partisan.

Redonner toute sa place aux réalités locales conduit le chercheur à mieux saisir la diversité sociale du socialisme français. Ce ne sont en effet pas toujours avec les mêmes groupes sociaux ou les mêmes organisations qu'existent des connivences. À Draguignan, par exemple, du temps de la gestion d'Edouard Soldani (1959-1985), les liens avec les syndicats Force ouvrière de la Préfecture et de la municipalité, avec les représentants des commerçants et des rapatriés d'Algérie sont cruciaux comme le montre l'examen de la composition du conseil municipal et de l'entourage du sénateur-maire-président du Conseil général ; dans les villes du bassin minier du Pas-de-Calais, au cours de la même période, ce sont les relations avec le milieu enseignant et les unions locales de Force ouvrière dominées par des employés des mines qui occupent une place stratégique ; à Rennes, au cours des années soixante-dix, c'est la rencontre entre une partie du monde universitaire, les militants de la gauche chrétienne et la jeune garde de l'ancienne SFIO qui expliquent les succès rencontrés par le PS. Ainsi se dessinent des configurations originales combinant, selon les lieux, des caractéristiques partiellement communes, lesquelles conduisent à mieux comprendre comment le Parti socialiste est parvenu à mobiliser électoralement des groupes sociaux extrêmement divers ayant chacun leur propre conception de ce qu'il était ou devait être. Cette diversité se traduit non seulement dans les trajectoires différentes des militants et des élus, mais aussi dans les formes d'organisation, les pratiques politiques (modes de gestion, politiques locales, manières de faire militantes...) et les discours. L'apport majeur

---

20. SAWICKI (F.), *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

des monographies approfondies est précisément de ne pas séparer ces différents aspects de la réalité et de montrer comment elles s'articulent.

Il est cependant nécessaire d'alerter sur les risques de régression localiste ou particulariste, voire de dérive folklorique qui guettent en permanence les adeptes de l'analyse localisée. Si cette dernière amène à déconstruire les évidences (derrière les tendances, la diversité de leurs usages locaux ; derrière un même label — “ le socialisme ” — des pratiques et des identités partisans fortement contrastées), elle peut finir par faire perdre de vue ce qui rattache les sites locaux entre eux et mener à une régression à l'infini jusqu'aux motivations individuelles propres à chaque adhérent, voire à chaque électeur : “Le mot “communisme”, écrivait Italo Calvino dans *La journée d'un scrutateur*, [...] [mais on peut bien sûr dire la même chose des mots “ socialisme ” ou “ gaullisme ”] chacun, selon ses connaissances ou son expérience, est conduit à [lui] attribuer des valeurs différentes, mieux : opposées ; il nous resterait alors à préciser toujours davantage, à définir le rôle de ce parti-là dans cette situation historique-là, dans l'Italie de ces années-là, et la façon qu'avait Amerigo de lui appartenir.” On aurait sans doute tort de ne voir là qu'un fantasme d'écrivain. La folie (ô combien sympathique) de “ l'entreprise Maitron ”, du moins à ses origines, n'indique-t-elle pas que ce fantasme habite aussi de nombreux historiens qui, pris par leur sujet, se fascinent pour le détail et finissent par oublier le tout ou tout au moins comment le particulier, l'individuel se rattache au tout.

“ Nous défendons une Histoire monographique, une Histoire des hommes, une Histoire globale. Mais nous ne sombrons ni dans le localisme, ni dans l'Histoire répétitive ” (p. 10) jugeait bon de rappeler Jacques Girault dans l'introduction déjà citée. Je ne suis pas sûr qu'on ait pas eu parfois tendance à “ sombrer dans le localisme ”, faute sans doute d'avoir toujours une vision claire de ce qu'on cherchait à démontrer. J'en vois d'abord le signe dans le privilège accordée par beaucoup d'études à l'échelle municipale. Si ce niveau d'observation permet à n'en pas douter d'atteindre un niveau de finesse souvent remarquable, notamment lorsqu'il s'agit de repérer les liens entre formes de sociabilité sociale et politique ou plus généralement le caractère communautaire et identitaire des



identifications partisans<sup>21</sup>, et si l'on n'a pas fini, comme le montre Rémi Lefebvre ici même, d'en épuiser toutes les facettes, il conduit souvent à minimiser le travail de standardisation et les mécanismes d'homogénéisation partisane. Or ceux-ci, compte tenu du caractère essentiellement départemental de la structuration de la compétition politique dans notre pays, sont sans doute le mieux saisissables au niveau fédéral.

Ainsi ce sont souvent les dirigeants départementaux, notamment à travers leurs interventions publiques, leurs écrits ou les stages de formation qu'ils animent, qui combinent les discours généraux du parti avec les symboles propres à leur territoire, opérant de la sorte un véritable travail de traduction. L'invention de véritables identités partisans régionales ou fédérales ne se comprend pas autrement : le “ soldanisme ” dans le Var, des années soixante au début des années quatre-vingt, est ainsi le produit croisé aussi bien du contrôle par Edouard Soldani des principaux réseaux et ressources politiques constitutifs du milieu socialiste varois que du processus de désignation et de stigmatisation dont il est l'objet de la part de ses adversaires, dans et hors du parti. De même, le recours au guesdisme des dirigeants de la fédération socialiste du Pas-de-Calais au cours des années soixante-dix-quatre-vingt, ne se comprend que comme une stratégie discursive permettant de légitimer leur refus des courants, leur autorité sur les élus et leur autonomie au sein de l'appareil national du PS.

De manière plus générale, le niveau départemental est sans doute celui où les combats pour la définition de l'identité du parti et des comportements acceptables (“ la ligne ”) sont le plus visibles, où la rencontre entre les exigences du centre et celles de la périphérie est la plus manifeste. Ces combats produisent un équilibre instable toujours à préserver. L'étude des moyens mis en œuvre par la direction nationale pour le rétablir, avec ou non le concours de la direction fédérale, à travers le contrôle des investitures et des moyens de financement, la mise en place d'instances de formation, la diffusion d'instruments de propagande, constitue dans cette optique un élément essentiel pour

---

21. Pour un exemple récent de la richesse de ce type d'approche, cf. MISCHI (J.) “La Brière rouge. L'utilisation identitaire d'une marque politique”, *Communisme*, 51/52, 1997, p. 59-72.

comprendre comment se maintient un semblant d'unité partisane<sup>22</sup>, concurremment avec la mise en évidence des propriétés sociales communes au groupe dirigeant<sup>23</sup>.

Le second symptôme de dérive localiste réside dans le faible recours des chercheurs-monographes à l'analyse comparative. Voie médiane entre l'empilement des études de cas menées selon des problématiques hétérogènes et les vastes synthèses homogénéisantes fondées sur l'agrégation de données sociographiques et sur quelques coups de projecteurs locaux aboutissant souvent à produire des visions très stéréotypées des réalités partisanes locales, la comparaison raisonnée offre la possibilité d'un renouvellement des questionnements dans au moins deux directions. La première est la construction de types. Cette piste a notamment été explorée par Marc Sadoun à propos de la SFIO au sein de laquelle il a été amené à distinguer les fédérations en fonction de l'origine de leurs militants, de leurs modes d'organisation et de fonctionnement, et de leur implantation électorale. Quatre modèles ont ainsi été construits : un "modèle social-démocrate" (situées dans le Nord de la France ces fédérations ont un recrutement ouvrier, de nombreux effectifs et une vie de section intense), un "modèle SFIO" (ces fédérations "moyennes" manquent "de militants, d'élus, d'organisation et d'identité sociale"), un "modèle social-républicain" (situées dans le Sud rural, ces fédérations ont beaucoup d'adhérents et d'élus mais peu d'activités), enfin un "modèle d'Épinay" (situées en région parisienne, il s'agit de fédérations où l'activité est intense mais dont le recrutement est limité quantitativement et socialement à des membres issus des professions intellectuelles ou des classes moyennes salariées ; elles annoncent avant l'heure les traits du PS d'Épinay)<sup>24</sup>.

---

22. Cf. le stimulant article de G. CANDAR et Ch. PROCHASSON sur les "missi dominici du socialisme" du début du siècle : "Le socialisme à la conquête des terroirs", *Le Mouvement social*, 160, juillet-septembre 1992, p. 33-62.

23. J'ai ainsi pu montrer que la surreprésentation des enseignants dans certaines fédérations ne peut s'expliquer qu'après avoir établi la prégnance des liens locaux et départementaux existant entre le parti socialiste et les organisations liées au monde enseignant (amicales laïques, syndicats, associations de parents d'élèves...) et après avoir mis en évidence la structure et les caractéristiques particulières de la profession enseignante. SAWICKI (F.), "Les réseaux enseignants socialistes dans le Pas-de-Calais des années trente à nos jours", *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

Si cette typologie mériterait à la fois d'être affinée et actualisée et si elle n'est pas la seule imaginable<sup>25</sup>, elle n'en ouvre pas moins d'intéressantes pistes de recherches encore largement à explorer : Comment se perpétuent les différences mises en évidence ? Quelles conséquences ont-elles pour le fonctionnement du parti dans son ensemble ? Comment s'articulent-elles avec le poids des élus au sein du parti ? Expliquent-elles certains clivages " idéologiques " ou programmatiques, ainsi que le suggère par exemple Éric Nadeau à propos de l'opposition au sein de la SFIO entre partisans et détracteurs de la participation gouvernementale entre les années 1924 et 1933<sup>26</sup> ? Plus près de nous, on ne peut manquer d'être frappé, par exemple, par la relative homogénéité géographique de l'implantation des courants au moment du congrès de Rennes, même si les grilles de lecture doivent ici être principalement locales.

Cela m'amène logiquement à la seconde piste ouverte par les monographies comparées : leur invitation à repenser la spécificité du socialisme français. À condition de ne pas s'en tenir à quelques lieux communs, comme par exemple, l'opposition entre un sud clientéliste et un nord militant, elles débouchent sur la mise en évidence de la place cruciale qu'occupent les élus locaux dans les différents avatars organisationnels du socialisme français et la faiblesse corrélative des dirigeants fédéraux sauf quand ces derniers disposent eux-mêmes d'un solide ancrage électoral. On n'a peut-être pas encore pris toute la mesure de l'ampleur avec laquelle le socialisme français a été modelé par les institutions de la République et par ses règles électorales, malgré les tentatives répétées de ses porte-parole pour les pervertir (par l'introduction de modes de scrutin proportionnel, par la timide promotion de la régionalisation)<sup>27</sup>. À cet égard, les communications de Guillaume Marrel d'une part, Gilles Pollet et Bruno Dumons d'autre part sur le recours des socialistes au

---

24. SADOUN (M.), "Sociologie des militants et sociologie du parti : le cas de la SFIO sous Guy Mollet", *Revue française de science politique*, 38 (3), 1988, p. 358-359.

25. Voir l'ébauche alternative de LAFON (F.), "Des principes du molletisme", in MENAGER (B.) et al. (eds), *Guy Mollet. Un camarade en République*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires de Lille, 1987, p. 59-91.

26. NADEAU (E.), "Les divisions au sein du groupe parlementaire socialiste entre partisans et adversaires de l'union des gauches de 1924 à 1933 : essai d'identification".

27. Sur les effets sur le Parti socialiste de l'importance de la structuration locale de la compétition politique en France, je me permets de renvoyer à SAWICKI (F.), "La faiblesse du clientélisme partisan en France", in

cumul des mandats ouvrent une voie particulièrement intéressante en permettant de dater et de mesurer l'amplitude du phénomène. Il faudrait s'efforcer d'aller plus loin encore en s'intéressant aux investitures de l'ensemble des candidats afin de repérer les qualités privilégiées par les appareils et les militants dans leurs stratégies d'implantation électorale. Les éléments épars disponibles laissent à cet égard entrevoir la rapidité avec laquelle s'imposent au sein du Parti socialiste des candidats déjà fortement implantés, c'est-à-dire dont la légitimité partisane est généralement secondaire par rapport à d'autres formes de reconnaissance ou d'estime sociale. Des monographies diversifiées permettraient de saisir les logiques ayant conduit au remplacement, à partir du lendemain de la Première guerre mondiale — selon un niveau et à un rythme variable selon les lieux —, des ouvriers et des agriculteurs au profit d'employés de la fonction publique, d'instituteurs ou de professeurs de lycée, d'avocats ou de journalistes.

Cette situation a vraisemblablement considérablement pesé sur les ressources mobilisables par le parti en tant que tel (argent, permanents, locaux...) tant à Paris que dans les fédérations. C'est pourquoi, hormis sous la IVe République où le scrutin proportionnel et la participation assez fréquente au gouvernement permet à la SFIO de placer de nombreux militants et dirigeants dans des positions stratégiques dans l'administration et les établissements publics et de disposer ainsi de quelques moyens propres, la SFIO restera tout au long de son histoire un parti aux ressources sans commune mesure avec ses cousins britannique, allemand ou scandinaves, tributaire des contributions directes et indirectes de ses élus à son fonctionnement interne. Certes, l'absence de relations institutionnalisées avec les syndicats ouvriers a également pesé de tout son poids, mais celle-ci ne constitue pas à proprement parler une variable indépendante de la première. On peut en effet poser l'hypothèse que la prime conférée aux élus déjà implantés localement et/ou électoralement et la municipalisation des sections du parti qui s'en est suivie ont aussi contribué à dévaloriser l'investissement des militants dans les entreprises et à marginaliser les leaders syndicaux, ce qui n'a pu qu'amplifier la césure entre le parti et le syndicalisme ouvrier.

### **La monographie n'a pas encore épuisé ses charmes**

Les réserves émises à propos d'un usage mal contrôlé de la monographie, exemplifiante ou totalisante, ne doivent pas faire oublier que la monographie n'a pas encore épuisé tous ses attraits. L'analyse intensive d'un terrain localisé est riche d'enseignement au-delà de l'analyse des réalités partisans en elles-mêmes. C'est un des grands mérites de la communication de Philippe Veitl à partir de l'examen de l'agenda de Maurice Pic, mais aussi de celles d'Éric Treille et de Jean-Pierre Besse que d'en apporter la preuve. Philippe Veitl et Éric Treille montrent que la monographie d'un élu local dans son activité quotidienne et celle de candidats en campagne électorale législative dans un département, constituent un mode d'approche particulièrement riche de l'exercice du métier politique et des compétences sur lequel il repose.

Nous sommes loin ici en apparence du socialisme français, car l'étiquette semble finalement relativement secondaire. Mais précisément, ces études nous invitent à ne jamais perdre de vue que les élus socialistes se comportent souvent principalement comme des élus et secondairement comme des socialistes. Analyser le Parti socialiste à travers les pratiques de ses adhérents, ses militants, ses élus, ses dirigeants, c'est dès lors appliquer et éprouver des schèmes d'interprétation généraux valables pour d'autres. À cet égard, l'étude de la manière dont les élus socialistes exercent au quotidien leur activité, l'analyse des relations routinières qu'ils entretiennent avec leurs électeurs ou sympathisants et des politiques locales qu'ils entreprennent a toute chance de nous en apprendre autant sur ce qu'est le socialisme que le décryptage des motions de congrès. Comment gèrent-ils la tension entre leur appartenance partisane, fondement de leur légitimité auprès des militants, et leur statut de représentant ? Question classique et pratique à laquelle les élus de gauche sont particulièrement confrontés<sup>28</sup> certes, mais qui mérite une réponse qui ne soit pas que théorique<sup>29</sup> dans la veine des communications d'Éric Treille et Philippe Veitl.

---

PUF, "Politique d'aujourd'hui", 1998, p. 215-249.

28. BRIQUET (J.-L.), "Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique", *Politix*, 28, 1994, p. 16-26.

L'autre piste de recherche que j'indiquerai m'est suggérée par la communication de Jean-Pierre Besse qui traite d'une situation à la fois exceptionnelle et exemplaire. Certains sites jouent le rôle, dans l'histoire du socialisme, de véritables *exempla* : c'est le cas de Grenoble au cours des années soixante-dix, ce fut le cas de Roubaix au début du siècle puis de Suresnes au cours des années trente. Ils sont fréquemment associés, mais pas toujours, à des figures — j'hésite à dire des saints, mais l'analogie mériterait d'être esquissée tant elle invite à mieux comprendre comment l'idéologie socialiste, tout comme l'idéologie chrétienne, a eu besoin de s'incarner dans des personnages et des expériences concrètes devenus légendaires<sup>30</sup>. Creil et Montataire ne sont sans doute pas des modèles nationaux aussi connus, mais ils n'en ont pas moins joué ce rôle régionalement. La présentation des politiques mises en œuvre et de leur aspect souvent novateur par Jean-Pierre Besse amène à comprendre leur rayonnement au-delà de leurs strictes frontières et montrent comment s'est appliquée la pédagogie du socialisme. Le rôle joué, dans les années soixante-dix au sein du PS et de la FNESER, par les expériences menées dans certaines villes nouvelles (Hérouville-Saint-Clair, Evry, Marne-la-Vallée, Villeneuve d'Ascq...) serait dans la même perspective riche d'enseignements.

Je conclurai cette énumération des voies de recherche qu'ouvre l'analyse localisée en rappelant que ce qu'on appelle en France " le national " et qui est en fait " le parisien " gagnerait à faire davantage l'objet du même type d'investigation. La monographie de la cité Malesherbe ou de la rue de Solférino, du groupe parlementaire ou des entourages des " éléphants " nous édifierait beaucoup sur les réseaux centraux du socialisme français (notamment au sein de la haute-administration), sur l'univers de croyances des dirigeants ou encore sur le financement du parti<sup>31</sup>. De même, l'étude approfondie des cercles intellectuels, au sens large du terme, c'est-à-dire incluant non seulement chercheurs et universitaires, mais hauts fonctionnaires, journalistes et écrivains, constituerait une voie d'accès privilégiée pour comprendre la production et surtout la diffusion de certaines

---

29. SADOON (M.), *De la démocratie française*, Paris, Gallimard, 1993.

30. Je renvoie ici à l'ouvrage très suggestif de BOUREAU (A.), *L'événement sans fin. Récit et christianisme au Moyen-Âge*, Paris, Les Belles lettres, 1993.

31. SCHOENFELD (W. R.), *Ethnographie du PS et du RPR : les éléphants et l'aveugle*, Paris, Economica, 1985.

thématiques politiques. Si Christophe Prochasson a effectué ce travail sur les réseaux intellectuels socialistes de l'entre-deux-guerres<sup>32</sup>, force est de constater que la période postérieure à 1945 et plus particulièrement les années soixante-quatre-vingt, restent délaissées. Dans l'ensemble, le rôle, au cours de cette dernière période, des commissions d'experts du PS, des cellules de prospective de certaines administrations peuplées de fonctionnaires proches du PS, de certaines revues (*Esprit*, *Le Débat*...) ou clubs de réflexion, comme lieux de socialisation et de mobilisation, est largement ignoré<sup>33</sup>. Historiens et politistes avons donc encore beaucoup de pain sur la planche pour saisir cette réalité multiforme qu'est le socialisme français.

---

32. PROCHASSON (Ch.), *Les intellectuels, le socialisme et la guerre*, op. cit..

33. Cf. cependant, à propos d'Espace 89 et de Démocratie 2000, BLONDIAUX (L.), " Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? ", *Politix*, 2, 1988, p. 29-42.